

# A Saint-Denis, des enseignants refusent de témoigner devant des sénateurs sur l'après-Charlie

Le Monde.fr | 25.03.2015 à 20h42 • Mis à jour le 26.03.2015 à 08h01 |

Par **Sylvia Zappi** ([journaliste/sylvia-zappi/](#))

Les sénateurs ne s'attendaient pas à cet accueil. Venus en visite, lundi 23 mars, dans le lycée Paul-Eluard à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) pour prendre le pouls des enseignants après les attentats de janvier, les représentants de la commission d'enquête ad hoc ont dû faire face à une véritable fronde des professeurs de ce grand lycée de banlieue. Parce qu'ils ne voulaient pas « *cautionner un jeu de dupes et une entreprise idéologiquement réactionnaire* », ces derniers ont refusé de jouer le jeu.

La venue des élus de la République avait été annoncée, quelques jours avant, aux représentants du personnel enseignants un soir de conseil de classes. Il s'agissait alors d'une rencontre, d'une discussion à bâtons rompus, sans enjeux. Puis l'information s'est précisée, par l'intermédiaire du rectorat : la visite se tenait dans le cadre des consultations de la commission d'enquête sur « *le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession* ». L'intitulé a fait tiquer dans la salle des profs.

## « La tonalité des auditions est très conservatrice »

Les professeurs ont découvert sur Internet que cette commission avait été formée à l'initiative du groupe UMP du Sénat. « *J'ai lu les comptes rendus des auditions précédentes, les propos tenus et ça m'a énervée* », raconte Servane Marzin, enseignante d'histoire géographie. La liste des personnes auditionnées l'a aussi hérissée : trois anciens ministres – Luc Ferry, Luc Chatel, Jean-Pierre Chevènement –, Jean-Pierre Obin (auteur d'un rapport contesté sur les signes religieux à l'école), le philosophe Alain Finkielkraut, François-Xavier Bellamy (maire adjoint de Versailles très impliqué dans la Manif pour tous), Alain-Gérard Slama, journaliste au *Figaro*... « *Malgré l'audition de Jean Baubérot [sociologue de la laïcité], la tonalité est très conservatrice, tenant l'islam comme un problème* », ajoute la jeune femme.

Le préambule de la proposition de création est en effet sans nuances, faisant référence à une minute de silence « *très peu respectée* », qui aurait généré « *beaucoup d'incidents dans les établissements scolaires* ». Et conclut qu'il serait urgent de répondre aux « *menaces qui pèsent sur l'école républicaine* ». Le ministère avait recensé 200 incidents sur près de 64 000 écoles, collèges et lycées.

Une première réunion, un texte qui circule, une consultation des collègues par l'intermédiaire d'une liste de diffusion interne et la décision est prise : les représentants des professeurs iront dire pourquoi ils ne témoigneront pas. Ce lundi matin, dans l'amphithéâtre du lycée, ils font face à la sénatrice radicale de gauche Françoise Laborde et du sénateur UMP Jacques Gersperrin, accompagnés de la rectrice Béatrice Gilles et son cabinet, ainsi que d'un inspecteur général de l'éducation nationale. La déclaration des professeurs n'y va pas par quatre chemins. N'ayant « *aucune garantie quant à la forme et l'usage qui seront donnés à [leurs] propos* », ils disent « *refuser d'être entendus* ».

## Refus d'instrumentalisation

Leur texte explique ainsi que les difficultés d'enseignement dans l'établissement sont dues « *au chômage de masse* » qui touche les familles, aux

discriminations, à l'insuffisance de médecins et de logements décentes... autant de freins qu'ils refusent de voir « *instrumentalisés au profit d'un discours visant à stigmatiser la jeunesse de Seine-Saint-Denis* ».

Devant les élus médusés, les enseignants, restés debout, insistent : « *Nous n'entendons pas confondre la formation des esprits, émaillée de questionnements et de remises en cause, avec les symptômes d'une soi-disant désaffection républicaine généralisée.* » La sénatrice PRG tente de se défendre de toute mauvaise intention. En vain, les enseignants restent cois, suivis par les parents d'élèves. Seul le proviseur et son équipe répondent aux questions pressantes des sénateurs. L'ambiance était « *un peu froide* » racontent Sabrina Camoreyt, représentante du SNES, et Emilie Sauguet, déléguée Sud.

Au rectorat, on minimise ce refus, tout en le regrettant. Ce qui s'est passé à Paul-Eluard est un « *non-incident* », « *isolé* ». « *Il s'agissait d'une rencontre sans formalisme particulier pour recueillir leur sentiment sur leurs difficultés* », explique-t-on au cabinet de M<sup>me</sup> Gilles. Ailleurs, les visites dans deux autres établissements de l'académie – un collège à Pantin et un lycée au Kremlin-Bicêtre –, se sont bien passées. Selon la rectrice, « *les échanges ont permis de poursuivre le travail engagé sur la grande mobilisation de l'école pour les valeurs de la République* ».

**Lire : [Au lycée, un cours pour démonter les théories du complot](#)**

([http://lemonde.fr/campus/article/2015/02/09/au-lycee-un-cours-pour-demonter-les-theories-du-complot\\_4572804\\_4401467.html](http://lemonde.fr/campus/article/2015/02/09/au-lycee-un-cours-pour-demonter-les-theories-du-complot_4572804_4401467.html))

(/journaliste/sylvia-zappi/) **Sylvia Zappi** (/journaliste/sylvia-zappi/)  
Journaliste au Monde

Suivre

---